



*Table de Concertation sur la
Faim et le Développement
Social de l'Outaouais*

**Actes de la Journée de réflexion
sur le gaspillage alimentaire en Outaouais**

**Récupérer les surplus agricoles et les invendus
pour contrer la faim en Outaouais**

Gatineau

16 octobre 2014

Table des matières

| | |
|---|----|
| En guise d'introduction : pourquoi une Journée de réflexion sur le gaspillage alimentaire et la faim en Outaouais? | 4 |
| Les conférences | 6 |
| 1. Portrait du gaspillage alimentaire et de la faim..... | 6 |
| 1.1 La faim en Outaouais : avoir faim dans une société d'abondance | 6 |
| 1.2 Le gaspillage alimentaire au Canada..... | 7 |
| 2. Utiliser les surplus de production du secteur agricole pour lutter contre la faim..... | 8 |
| 2.1 Les obstacles à la récupération des surplus agricoles en Outaouais..... | 9 |
| Expériences inspirantes de récupération des surplus agricoles en Outaouais..... | 9 |
| 2.2 Le programme de récolte communautaire de la Banque alimentaire d'Ottawa | 9 |
| 2.3 L'Escouade anti-gaspillage alimentaire de la Table de concertation sur la faim et le développement social (TCFDSO) | 10 |
| 3. Utiliser les invendus des commerces pour lutter contre la faim | 11 |
| 3.1 Les obstacles à la récupération des invendus en Outaouais | 12 |
| 3.2 Des exemples d'«initiatives entrepreneuriales anti gaspillage », exportables en Outaouais | 12 |
| 3.3 Le projet de récupération des viandes dans les commerces de détails de Moisson Montréal..... | 13 |
| Les ateliers de réflexion | 15 |
| Atelier 1 | 16 |
| 1. Récupérer les surplus agricoles pour contrer la faim. Défis et pistes d'action..... | 16 |
| 1.1 Les défis..... | 16 |
| 1.2 Les pistes d'action pour accroître la récupération des surplus agricoles en Outaouais | 19 |
| Atelier 2 | 23 |
| 2. Récupérer les invendus pour contrer la faim. Défis et pistes d'action | 23 |
| 2.1 Les défis..... | 23 |

| | |
|---|-----------|
| 2.2 Les pistes d'action pour accroître la récupération des invendus..... | 26 |
| En guise de conclusion : Ébauche d'un plan d'action concerté sur la récupération des surplus agricoles et des invendus en Outaouais..... | 30 |
| Annexes : Tableaux synthèse..... | 31 |
| Annexe 1. Principaux obstacles à la récupération des denrées encore comestibles en Outaouais | 31 |
| Annexe 2. Pistes d'action pour lutter contre le gaspillage alimentaire et la faim en Outaouais | 32 |

En guise d'introduction : pourquoi une Journée de réflexion sur le gaspillage alimentaire et la faim en Outaouais?

Selon l'Organisation mondiale pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), le tiers des aliments produits annuellement sur la planète n'aboutit jamais dans l'assiette des consommateurs. Au Québec, un rapport remis en mai 2013 au ministère de l'Environnement (MDDEFP) estime que 32 000 tonnes d'aliments encore comestibles sont jetés aux ordures par l'industrie agroalimentaire dans la province (Solinov, 2013). À l'échelle canadienne, le coût du gaspillage alimentaire est estimé à 31 milliards de dollars par an (Value Chain Management Center, 2014).

Pendant ce temps, plus de 850 000 personnes, dont 310 000 enfants, souffrent d'insécurité alimentaire au Canada. En Outaouais, ce sont 9747 personnes, dont 37% d'enfants, qui ont eu recours à une forme d'aide alimentaire en 2014 (Bilan faim, 2014). Et les demandes ne cessent de croître : depuis 2008, les demandes de dépannage alimentaire ont ainsi augmenté de 23% au Québec. Malheureusement, cette hausse des demandes se produit dans un contexte où plusieurs banques alimentaires manquent de denrées et sont forcées de réduire les quantités de nourriture distribuées aux personnes.

Et si nous arrivions à détourner des milliers de kilogrammes de nourriture pour qu'au lieu d'aller pourrir dans les sites d'enfouissement, cette nourriture soit redistribuée ? Et si, par ce biais, nous pouvions augmenter la quantité de denrées disponibles dans les banques alimentaires, les soupes populaires ou d'autres organismes communautaires travaillant auprès de personnes vivant des situations d'insécurité alimentaire ?

Le gaspillage alimentaire se produit à toutes les étapes de la chaîne agroalimentaire: de la production, en passant par la transformation et la commercialisation jusqu'à l'assiette du consommateur. Personne n'est en faveur du gaspillage alimentaire. Ni de la faim d'ailleurs. S'il y a gaspillage dans un contexte de surabondance de nourriture d'une part et d'insécurité alimentaire d'autre part, ce n'est donc pas une question de valeurs. Quels sont alors les obstacles concrets à la récupération des denrées alimentaires encore comestibles afin de réduire l'insécurité alimentaire ?

C'est pour répondre à cette question que, le 16 octobre dernier, la Table de concertation sur la faim et le développement social de l'Outaouais (TCFDSO) conviait les citoyens, les acteurs de la chaîne agroalimentaire, le milieu communautaire et le milieu politique de l'Outaouais à participer en grand nombre à un exercice de réflexion collective visant à trouver des

solutions locales innovantes pour réduire, sur le territoire de l'Outaouais, à la fois le gaspillage alimentaire et la faim.

La Journée de réflexion sur le gaspillage alimentaire et la faim en Outaouais a été conçue afin de permettre, dans un premier temps, aux participants d'obtenir des éléments d'information et de réflexion sur la faim en Outaouais ainsi que sur deux sources de gaspillage alimentaire: les surplus agricoles et les invendus. Nous avons donc, dans un premier temps, demandé à des personnes-clés de « mettre la table », c'est-à-dire de venir partager leurs connaissances avec les participants afin d'enrichir la réflexion collective qui allait ensuite suivre. Un résumé des conférences prononcées pendant la Journée est présenté dans la première partie de ce document et les documents Power point sont disponibles sur notre site internet (<http://tcfdsso.org/>).

Dans un deuxième temps, nous avons invité les participants à réfléchir ensemble sur les principaux obstacles à la récupération des denrées comestibles qui avaient été identifiés par les conférenciers et à y ajouter leurs propres réflexions. Nous avons aussi, et surtout, invité les participants à identifier les principales pistes d'action sur lesquelles nous devons collectivement nous pencher pour agir sur ces obstacles. La deuxième partie de ce document rend compte des riches discussions qui se sont tenues pour chacun des thèmes retenus et des pistes d'action qui ont été proposées par les participants. Parce qu'il ne faut pas oublier que cette grande Journée de réflexion avait un objectif stratégique : celui de mener à un Plan d'action pour la réduction du gaspillage alimentaire et de la faim en Outaouais (voir le document synthèse sur les obstacles à la récupération et les pistes d'action en annexe).

Les conférences

Les diaporamas des conférences sont disponibles sur le site internet de la TCDFS (<http://tcfdso.org/>)

1. PORTRAIT DU GASPILLAGE ALIMENTAIRE ET DE LA FAIM

1.1 La faim en Outaouais : avoir faim dans une société d'abondance

Par Sonia Latulippe, directrice générale de Moisson Outaouais

[Diaporama](#)

On parle d'insécurité alimentaire lorsque l'accès à la nourriture est restreint/ inadéquat/incertain, dans des quantités insuffisantes et de moindre qualité, et qui par conséquent ne comblent pas les besoins énergétiques pour mener une vie saine et active.

De nombreux problèmes découlent de l'insécurité alimentaire.

- *Psychologique* (stress, anxiété, sentiment de culpabilité, honte, crainte de perdre la garde de ses enfants, dégradation de la santé mentale, etc.)
- *Social* (perte du rituel autour des repas, développement de comportements marginaux reliés à la provision de nourriture comme le vol, la vente d'objets, etc.)
- *Nutritionnel* (insuffisance des apports alimentaires, état anémique, etc.)
- *Santé (risque accru de maladie)*

Les banques alimentaires canadiennes ont été créées principalement dans les années 80 pour faire face à une situation « temporaire ». Elles devaient, à terme, disparaître. Mais elles ne l'ont pas fait puisque la demande d'aide alimentaire n'a cessé d'augmenter depuis. L'insécurité alimentaire a donc pris de l'ampleur pour devenir un problème de santé publique. Malgré la richesse relative du Canada lorsqu'on le compare aux autres pays du monde, c'est 8.1% des ménages canadiens qui sont touchés par l'insécurité alimentaire. Depuis la crise financière et alimentaire de 2008, on constate par ailleurs une évolution croissante du nombre de familles qui font appel à l'aide alimentaire partout au pays.

La principale cause de la faim est la contrainte financière. La nourriture est disponible en abondance, mais les gens à faible revenu n'ont pas accès à cette nourriture faute d'argent pour l'acheter. Toutefois, la situation des ménages est également un facteur de risque important (personne seule; famille monoparentale; nombre d'enfants à charge; communauté d'appartenance; etc.).

Portrait actuel de l'insécurité alimentaire en Outaouais

- Plus de 9747 personnes ont recours par mois à une forme d'aide alimentaire
- Les personnes vivant seules représentent la moitié des usagers. Les familles représentent 46% des ménages aidés dont la moitié est monoparentale.

- 11% occupent un emploi à temps plein.
- Les femmes sont plus nombreuses, soit 56%.
- 18% des personnes reçoivent de l'aide plus d'une fois par mois

Mission de moisson Outaouais

Moisson Outaouais a pour mission d'assurer la sécurité alimentaire des personnes vivant des conditions socio-économiquement difficiles, en partenariat avec ses organismes associés. Actuellement, 24 organismes sont desservis par Moisson Outaouais : 1 dans chacune des MRC rurales et 20 à Gatineau. Les denrées proviennent en majorité de Montréal à travers le réseau de Banques alimentaires Québec et Banques alimentaires Canada. Moisson Outaouais mise également sur la récupération auprès des entreprises locales et sur la collecte auprès de la population. Mais une voie d'avenir pour l'approvisionnement se trouve dans la récupération des produits invendus dans les supermarchés. Les produits actuellement en pénurie et qu'il faudrait parvenir à récupérer sont les viandes, les fruits, les produits laitiers et la nourriture pour bébés.

1.2 Le gaspillage alimentaire au Canada

Par Éric Ménard, auteur de l'essai « Gaspillage alimentaire et insécurité alimentaire : pistes de solution pour lutter simultanément contre deux problèmes majeurs », maîtrise en gestion de l'environnement, Université de Sherbrooke

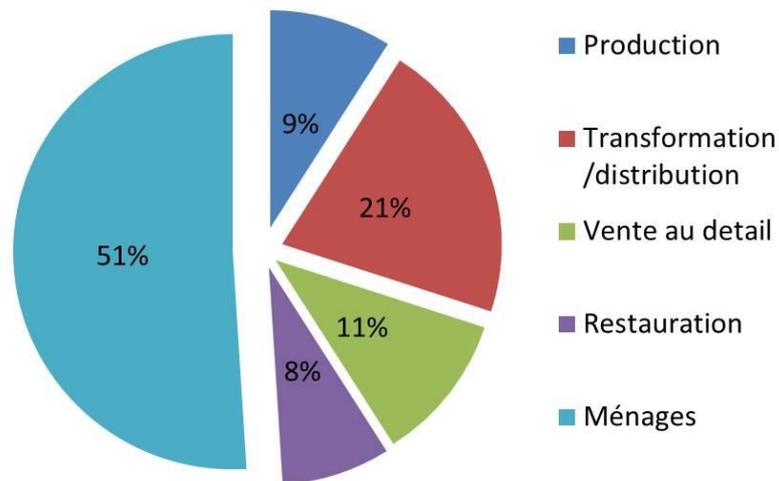
[Diaporama](#)

Le gaspillage alimentaire à l'échelle mondiale équivaut à 1,3 milliard de tonnes de nourriture perdues/gaspillées chaque année (rapport FAO, 2011), soit environ le 1/3 de la production mondiale d'aliments. On peut ainsi déduire que le 1/3 des impacts environnementaux relatifs à l'alimentation sont générés pour rien que le 1/3 de l'argent investi dans ce secteur est également gaspillé. Au Canada, on jetterait pour 27 milliards\$ de nourriture par année (Gooch et al., 2010, Value Chain Management Center).

Les secteurs où il y a gaspillage alimentaire

Le gaspillage alimentaire se divise en deux grandes catégories : 51% du gaspillage alimentaire se passe du côté des consommateurs (échelle individuelle/gestion du frigo) contre 49% de la ferme aux magasins. La répartition des gaspillages à l'intérieur des 49% est la suivante : 18% ont lieu dans la transformation industrielle, 11% dans la vente au détail, 9% dans la production, 8% chez les professionnels de l'alimentation et 3% lors du transport (voir schéma d'Explora fait à partir des données de M. Gooch et al. (2010), Value Chain Management Center).

Le gaspillage alimentaire au Canada



Les causes du gaspillage alimentaire

- Dans le secteur de la production : facteurs naturels (insectes, etc.) et facteurs humains (manutention, etc.)
- Dans le secteur de la transformation : surproduction et « retailles »
- Dans le secteur de la distribution/vente au détail : défauts d’emballage, dégradation des périssables, « surstockage », dates de péremption
- Dans le secteur de la restauration : surproduction et portions trop grosses

2. UTILISER LES SURPLUS DE PRODUCTION DU SECTEUR AGRICOLE POUR LUTTER CONTRE LA FAIM

Y a-t-il, en Outaouais, des surplus agricoles qui pourraient être récupérés pour réduire la faim? Et, si oui, quels sont les principaux obstacles à leur récupération? Ces questions, nous les avons posées à des agriculteurs de la région (2.1). Quelles sont les initiatives inspirantes de récupération des surplus agricoles dans la région de l’Outaouais? Les sections 2.2 et 2.3 présentent respectivement les initiatives du programme de « Récolte communautaire » initié par la Banque alimentaire d’Ottawa et celui de l’Escouade anti-gaspillage alimentaire initié par la Table de concertation sur la faim et le développement social de l’Outaouais (TCFDSO).

2.1 Les obstacles à la récupération des surplus agricoles en Outaouais

Par Neil Béland, UPA Outaouais-Laurentides

Pour bien comprendre la réalité concrète des surplus agricoles en Outaouais, il faut d'abord distinguer les types d'agriculture. Dans le secteur de la production animale, il n'y a pas – ou très peu – de surplus : on transforme les surplus existants en nourriture pour animaux ou en engrais. Dans la production d'œufs, là aussi, il n'y a pas – ou très peu – de gaspillage. Les œufs déclassés sont commercialisés dans le secteur de la transformation alimentaire. Dans le secteur de la production végétale, il y a la production de céréales. Ici non plus, pas de pertes : on entrepose, on utilise pour nourrir les animaux ou on exporte. Le seul domaine où il y a effectivement des surplus, c'est dans le domaine de la production maraîchère. Il faut savoir cependant qu'il y a très peu de producteurs maraîchers en Outaouais...et donc très peu de surplus!

Quels sont les obstacles à la récupération des surplus dans la production maraîchère? Lorsqu'il y a surplus, c'est souvent plus intéressant pour le producteur de laisser les fruits/légumes se perdre dans le champ. Pourquoi? Parce qu'en récoltant, on crée un surplus sur le marché et on en vient souvent à faire une vente à perte. En ne récoltant pas cependant, la perte de denrées permet de stabiliser le prix. De plus, les surplus laissés dans le champ permettent de nourrir les sols en matière organique. Ce qui encouragerait les producteurs maraîchers à donner leur surplus – ou à faire don d'une partie de leur récolte - aux banques alimentaires plutôt que les laisser au champ? Un incitatif économique, du type crédit d'impôt.

Expériences inspirantes de récupération des surplus agricoles en Outaouais

2.2 Le programme de récolte communautaire de la Banque alimentaire d'Ottawa

Par Jason Gray, Coordonnateur du programme de récolte communautaire de la Banque alimentaire d'Ottawa

[Diaporama](#)

Depuis 2010, la Banque alimentaire d'Ottawa a développé le programme de « Récolte communautaire » (*Community Harvest Program*) afin de fournir une plus grande quantité d'aliments frais, nutritifs et d'origine locale aux demandeurs d'aide alimentaire d'Ottawa. Le programme de Récolte communautaire inclut le glanage de surplus agricoles dans les champs des agriculteurs participants et dans un marché public d'Ottawa, ainsi qu'un projet de production maraîchère visant à répondre aux besoins de la Banque alimentaire. Le projet agricole a d'abord pris la forme d'un projet pilote à la ferme maraîchère Roots and Shoots : en 2010. Un demi-acre de carottes et ½ acre supplémentaire de pommes de terre

ont été cultivés en 2011. L'année suivante, le projet a pris de l'expansion puisque M. Black, un agriculteur céréalier de Stittsville, a offert de cultiver 4 acres de ses terres pour les besoins de la Banque alimentaire, ce qui a permis d'accroître et de diversifier la production. En 2013, plus de 120 000 livres de légumes ont ainsi été récoltées et distribuées à des personnes en besoin par le biais de la Banque alimentaire d'Ottawa.

Deux ressources humaines sont affectées à ce projet mais sa réalisation s'appuie fortement sur l'engagement de bénévoles qui viennent semer, désherber, entretenir et récolter au champ. Le partenariat avec le propriétaire du fond de terre est un facteur clé de la réussite de ce projet puisqu'il prête gratuitement sa terre et aussi souvent son matériel, en plus d'offrir ses conseils avisés pour la production des cultures.

2.3 L'Escouade anti-gaspillage alimentaire de la Table de concertation sur la faim et le développement social (TCFDSO)

Par Nathalie McSween, Coordonnatrice de la TCFDSO

Diaporama

L'Escouade anti-gaspillage alimentaire est née d'une réflexion menée par les membres de la TCFDSO en 2013 des suites de la réflexion mondiale en cours sur le paradoxe du gaspillage alimentaire où 1,3 milliards de tonnes chaque année sont jetées alors que des centaines de milliers de personnes dans le monde (850 000) souffrent de la faim. Considérant d'un côté les tonnes d'aliments gaspillés chaque année au Canada et de l'autre les pénuries chroniques d'aliments dans les banques alimentaires de notre région, les membres ont décidé d'agir.

L'Escouade anti-gaspillage alimentaire a été créée par la TCFDSO en s'appuyant sur un constat très simple : personne n'est POUR le gaspillage alimentaire, ni d'ailleurs POUR la faim ! En conséquence, ce qu'il s'agissait de faire était de trouver des moyens innovants pour récupérer les aliments gaspillés afin que ces aliments servent leur mission première : nourrir les gens !

Le projet a pris son envol au début de l'été 2014 après que nous ayons obtenu un financement de démarrage du projet de la part de la CRÉO. Nous avons décidé de nous concentrer en premier lieu sur la récupération des surplus agricoles d'une part, parce que c'était la saison agricole et d'autre part, parce que nos membres nous disaient que les banques alimentaires avaient bien peu de fruits et légumes frais à distribuer aux familles de l'Outaouais qui avaient recours à l'aide alimentaire d'urgence.

La Table a donc, dans un premier temps, monté une banque de bénévoles prêts à venir glaner les surplus agricoles dans les champs. Dans un deuxième temps, les agriculteurs de la région de l'Outaouais ont été contactés afin de leur offrir notre

service de glanage bénévole. Les bénévoles de l'Escouade ont aussi fait le tour des marchés publics urbains pour demander aux agriculteurs de faire don de leurs surplus de fin de marché aux banques alimentaires et organismes communautaires de l'Outaouais.

La réponse a été spectaculaire de part et d'autre. D'une part, les citoyens de l'Outaouais ont répondu « présents » : plus de 75 citoyens ont donné de leur temps depuis le début de l'été pour glaner les surplus agricoles dans les champs ! D'autre part, les agriculteurs de l'Outaouais ont aussi répondu « présents » : depuis la mi-juillet, ce sont 12 activités de glanage que nous avons mené dans les champs de la région en plus de récupérer les surplus de fin de marché. Nous avons jusqu'à présent récupéré plus de 7 tonnes (7000 kg) de fruits et légumes qui ont été distribués dans les banques alimentaires et organismes communautaires de l'Outaouais.

L'Escouade a répondu à un besoin de façon innovante et a démontré que les agriculteurs et les citoyens de l'Outaouais étaient fortement solidaires du sort des plus démunis d'entre nous et qu'ils voulaient agir contre le gaspillage alimentaire et contre la faim. Ce qui manquait n'était pas la solidarité – ça, nous l'avons en Outaouais ! – mais plutôt un moyen de concrétiser cette solidarité.

Dans les prochains mois, l'Escouade va aussi se pencher sur la récupération des invendus chez les détaillants de l'Outaouais. Plusieurs supermarchés et détaillants donnent déjà très généreusement aux banques alimentaires et aux organismes communautaires en Outaouais, mais encore trop d'aliments comestibles prennent le chemin des poubelles dans notre région et nous pensons que nous avons à mener une réflexion pour accroître les quantités d'aliments que nous récupérons de ce côté-là aussi.

3. UTILISER LES INVENDUS DES COMMERCE POUR LUTTER CONTRE LA FAIM

Quelles sont les formes que prennent actuellement la récupération des invendus en Outaouais et quels sont les principaux obstacles à la récupération de davantage de denrées dans la région? Ces questions, nous les avons posées à des détaillants de l'Outaouais (3.1). Quelles sont les initiatives inspirantes de récupération des invendus au Québec ? Les sections 2.2 et 2.3 présentent respectivement les initiatives du programme de « Récolte communautaire » initié par la Banque alimentaire d'Ottawa et celui de l'Escouade anti-gaspillage alimentaire initié par la Table de concertation sur la faim et le développement social de l'Outaouais (TCFDSO).

3.1 Les obstacles à la récupération des invendus en Outaouais

Par Pascal St-Pierre, Association des détaillants en alimentation de l'Outaouais

Quels sont les obstacles à la récupération des invendus dans les supermarchés en Outaouais?

Pour les marchands, c'est surtout une question liée à la peur de la contamination, particulièrement en ce qui concerne les viandes : on n'est souvent pas rassurés quant au respect de la chaîne de froid par les organismes qui viennent recueillir les invendus et on ne sait pas non plus si les aliments donnés seront consommés dans un délai qui respecte les normes d'hygiène et de salubrité.

Parfois aussi, le refus de donner des invendus par un marchand est lié à une mauvaise expérience antérieure : on ne sait pas si les denrées se rendent à bon port (dans les banques alimentaires ou dans les organismes) ou si se sont les bénévoles qui les rapportent chez eux ou encore qui les revendent.

Parfois aussi, c'est lié à un manque de structuration des organismes : les collectes manquent de régularité et de constance ce qui ennuie les commerces (ex : il arrive parfois que l'organisme auquel nous prévoyions faire un don d'invendus ne passe pas cette semaine-là).

La forte culture de la perfection chez les consommateurs pousse les détaillants à ne laisser que des produits parfaits dans les étagères ce qui augmente les quantités de produits périssables qui sont gaspillés. Certains marchands transforment les invendus, en font des sauces à spaghetti par exemple. Mais ils manquent souvent d'espace pour transformer les « produits moches », dont les arrivages sont par ailleurs incertains.

3.2 Des exemples d' « initiatives entrepreneuriales anti gaspillage », exportables en Outaouais

Par Eveline Lemieux, Présidente de SOL-AIR Consultants et membre du conseil des politiques alimentaires d'Ottawa

[Diaporama](#)

Des exemples d' « initiatives entrepreneuriales anti gaspillage » potentiellement importables

- Ouverture de magasins dédiés à la vente de produits périmés aux États-Unis et en France
- Restaurant cuisinant à base d'invendus. Expériences en France, aux États-Unis, à Copenhague, etc.
- En France, campagne « Fruits et légumes moches » : Opération marketing et publicitaire importante.
- Plateforme web de mise en relation des marchands et des consommateurs de produits presque périmés : l'épicier met des produits en liquidation via une application sur téléphone ou internet. Exemple de EQOSPHERE ou encore 0 gachis.

Des exemples d'initiatives à base de collaboration potentiellement importables

- Mise en relation de personnes privées ayant des surplus de repas à donner et des gens qui ont faim dans un même secteur : Athènes et Londres (avec 1200 amateurs à Athènes)
- L'initiative du « garde-manger collectif » : 2 appartements dans lesquels on partage des restants (lait, œuf, etc....) (Helsinki)
- L'exemple de la cuisine collective « DC Central Kitchen » qui permet la récupération pour distribution de nourriture, formations et insertion professionnelle. En parallèle, travail avec les dépanneurs de quartier pour qu'ils proposent des légumes frais (États-Unis)
- Coopérative la Mauve : Participe au développement des entreprises en région avec aujourd'hui 40 entreprises qui participent à la transformation et production bio (Chaudières-Appalaches)

Des modifications législatives potentielles à l'échelle du Québec/Canada : Développer des politiques publiques incitatives au « non gaspillage » alimentaire

- USA (1996): loi du Bon Samaritain: protège les donateurs de poursuites pénales ou civiles et donne accès à des avantages fiscaux
- Australie (2001) et Italie (2003)
- Belgique (2014): les détaillants de plus de 1000 m² ont l'obligation de donner leurs invendus à des banques alimentaires. Jusqu'à présent on note une démarche volontaire, des associations caritatives parfaitement organisées et une réglementation plus souple de l'Agence alimentaire et suppression de la TVA sur les dons
- Chine (2014): taxe sur le gaspillage par les restaurateurs
- Changer le système d'étiquetage pour y apposer une double date, celle de péremption (date optimale de fraîcheur) et celle sur la salubrité de l'aliment. Ce système existe en France.

3.3 Le projet de récupération des viandes dans les commerces de détails de Moisson Montréal

Par Dany Michaud et Jonathan Rodrigue, respectivement Directeur général et directeur des Immobilisations et Relations communautaires, Moisson Montréal

Diaporama

Moisson Montréal a initié un projet pilote pour la récupération des viandes en octobre 2013 suite aux incitatifs suivants : la viande représentait moins de 1% des aliments distribués; la viande était l'aliment le plus en demande par ses organismes; la viande est un aliment coûteux, donc peu accessible aux personnes ayant un faible revenu; la volonté féroce de Moisson Montréal de contrer le gaspillage alimentaire.

En partenariat avec les grandes chaînes de supermarchés, ils sont passés rapidement de 10 à 26 magasins et le projet pilote devint officiellement un programme de Moisson Montréal.

D'ici la fin mars, ils projettent compter sur une quarantaine de magasins où il sera possible de récupérer la viande congelée pour la redistribuer aux 37 organismes de Montréal en transformation (hébergement, cuisines, popotes roulantes, etc.).

Moisson Montréal est heureuse d'avoir relevé les défis du partenariat, de la récupération, du contrôle qualité, de la chaîne de froid, du réemballage, de la distribution et de la formation en magasin. De plus, à compter de 2015, Moisson Montréal accompagnera et soutiendra les membres du réseau des Banques alimentaires du Québec pour l'implantation du programme dans leur région.

Notes de conférence :

Le succès du projet de récupération des viandes de Moisson Montréal repose sur un travail de structuration interne important incluant

- Avoir un chauffeur régulier pour les cueillettes
- Le respect des procédures de cueillette
- Des horaires de cueillette fixes, incluant les jours fériés : 7 jours sur 7
- Des bons de procédures remplis et remis lors des cueillettes
- Un contrôle qualité solide : formation du personnel de Moisson Montréal, une équipe certifiée MAPAQ, des analyses externes sur des échantillons de viande (pour le listeria, etc.), des bacs alimentaires spéciaux utilisés pour la récupération.
- La tenue de statistiques mensuelles pour rendre compte des aliments récupérés
- Une formation du personnel de la vente au détail (directeurs, assistants, employés)
- Ré-emballage des viandes récupérées. Salle réfrigérée. Recours à des glacières de congélation qui sont redistribuées.
- Traçabilité des aliments et respect de la chaîne de froid
- Distribution et suivi des organismes bénéficiaires. Distribution exclusivement aux organismes de transformation (hébergement, cuisine, popote roulante, etc.) avec possibilité de rétroaction des cuisiniers.

Les ateliers de réflexion

Les conférences tenues en matinée avaient pour but de donner aux participants des informations et des outils pour mieux être en mesure de réfléchir aux pistes d'action à mettre en œuvre dans les prochains mois et les prochaines années afin de réduire le gaspillage alimentaire et contrer la faim en Outaouais. Le gaspillage d'aliments comestibles se produit à toutes les étapes de la chaîne alimentaire comme nos conférenciers nous l'ont bien démontré. Dans le cadre de cette Journée de réflexion, les membres de la TCFDSO ont cependant choisi de concentrer la réflexion sur deux sources de gaspillage d'aliments comestibles en Outaouais qui apparaissaient constituer des secteurs porteurs pour la récupération d'aliments pour contrer la faim dans le court et le moyen terme. Il s'agit des surplus agricoles et des invendus.

Les ateliers de réflexion ont rassemblé 90 personnes réunies en petits groupes de 10 à 12 personnes auxquelles il était demandé de proposer des éléments de réflexion et des pistes d'action en ce qui concerne chacun des thèmes retenus pour la Journée. Dans les deux ateliers – celui sur les surplus agricoles et celui sur les invendus – les enjeux soulevés et les pistes d'action proposées ont été nombreux. Néanmoins, il est apparu lors de l'analyse que certains grands thèmes étaient récurrents.

Les participants aux ateliers ont relevé six grands défis limitant actuellement notre capacité de récupérer efficacement davantage de surplus agricoles et d'invendus en Outaouais. Les pistes d'action qui ont été proposées afin d'accroître notre capacité à lutter contre le gaspillage alimentaire et la faim en Outaouais se sont penchées sur les meilleures façons de pallier aux défis suivants :

- Un manque de reconnaissance fiscale et sociale des dons alimentaires
- Un manque d'infrastructures et de ressources permettant une meilleure récupération des denrées périssables sur le territoire de l'Outaouais
- Un manque de coordination entre les organismes récupérant les denrées en Outaouais
- Un manque de concertation entre les organismes communautaires récupérant les denrées et les entreprises produisant des denrées pouvant être récupérées
- Un manque de connaissances des citoyens sur le gaspillage alimentaire et la faim en Outaouais
- Un manque d'engagement et de volonté politique pour lutter contre le gaspillage alimentaire

ATELIER 1

1. RÉCUPÉRER LES SURPLUS AGRICOLES POUR CONTRER LA FAIM. DÉFIS ET PISTES D'ACTION

Les participants des ateliers, en s'appuyant sur les réflexions suscitées par les conférences entendues en matinée, ainsi que sur leurs expériences professionnelles et personnelles ont discuté entre eux et ont d'abord relevé ce qui, dans leur perspective, constituaient les obstacles les plus importants à la récupération des surplus agricoles en Outaouais. Ils ont ensuite délibéré pour proposer des pistes de solutions pour contrer ces obstacles dans un avenir rapproché. Ce qui suit se veut une synthèse des riches débats qui ont eu cours dans ces ateliers. Il est à noter que les participants ont généralement retenu de la présentation du matin que l'Outaouais était peu pourvu en exploitations agricoles de grande taille et donc que les quantités de surplus récupérables (qui sont plus importants dans les grandes exploitations) étaient relativement faibles comparé à d'autres régions.

1.1 Les défis

Premier défi : Le manque d'incitatifs pour favoriser les dons alimentaires des agriculteurs

Un des éléments fréquemment soulevé tant par les agriculteurs que par les organismes communautaires actifs dans la récupération de denrées périssables est celui du coût de la récupération des denrées. Pour les agriculteurs, donner leurs surplus n'est pas à coût nul, mais comporte des coûts en termes de salaires des employés qui récoltent les surplus qui seront donnés ou sinon un coût en termes d'heures travaillées par eux-mêmes pour récolter ces surplus. De plus, lorsque les surplus donnés pourraient être vendus (par exemple lorsque le Verger Croque Pomme a fait don de ses pommes en octobre 2014, ces pommes auraient pu être vendues en tant que produits de catégorie inférieure aux chasseurs de chevreuil). Il y a alors clairement un manque à gagner pour les agriculteurs et il n'existe pas de reconnaissance fiscale pour cette perte de revenus.

Les agriculteurs ont par ailleurs noté que la faible flexibilité des organismes pour la réception des denrées était souvent un frein aux dons des agriculteurs. Les heures d'ouverture restreintes, ainsi que les fermetures pendant les vacances estivales sans que des alternatives aient été envisagées pour le dépôt des dons ont été notés en particulier. Les agriculteurs ne savent pas toujours si leurs dons seront acceptés par les banques alimentaires (si les quantités sont trop élevées par exemple, il arrive que des banques alimentaires refusent les dons...).

Deuxième défi : Le manque d'infrastructures et de ressources humaines et matérielles permettant la récupération efficace des surplus agricoles par les organismes luttant contre la faim

Les organismes qui récupèrent les denrées ont pour leur part indiqué qu'ils manquaient de ressources humaines et matérielles pour glaner, transporter, entreposer et transformer les surplus agricoles, surtout si ceux-ci étaient en grande quantité. Ils ont aussi mentionné le fait que l'acquisition de ressources humaines et matérielles suffisantes pour le faire entraînait des coûts qu'ils ne seraient pas en mesure d'absorber sans financement additionnel, une réalité rendue encore plus criante par les coupures récentes dans les financements publics accordés aux organismes. En termes de ressources humaines, les organismes communautaires sont souvent en sous-effectifs et leurs ressources bénévoles existantes sont souvent déjà utilisées à leur maximum. En conséquence, hors des activités menées par l'Escouade anti-gaspillage, ces organismes ont actuellement une très faible capacité à organiser de façon autonome des activités de glanage dans les champs. La nécessité d'organiser de telles activités dans des délais souvent courts contribue à accroître encore cette difficulté.

En termes d'équipement, ces organismes disposent de matériel et d'équipement limité pour le glanage, l'entreposage et la transformation des denrées, ainsi que pour le transport des denrées et des bénévoles. Outre Moisson Outaouais, les organismes ne disposent généralement pas d'infrastructures d'entreposage des denrées de taille suffisante pour y recevoir de grandes quantités de produits agricoles, particulièrement si ceux-ci nécessitent d'être réfrigérés.

Il a par ailleurs été mentionné que la récupération efficace de grandes quantités de denrées périssables nécessitait une capacité à transformer ces denrées rapidement. Or, la capacité de transformation rapide des denrées par les banques alimentaires et les organismes communautaires est inégale et insuffisante dans le réseau. Certains organismes n'ont pas de capacité de transformation du tout (absence de cuisine). D'autres ont une certaine capacité de transformation (cuisine), mais des ressources humaines salariées et bénévoles insuffisantes pour transformer une grande quantité de denrées ou à les transformer rapidement lorsque cela est nécessaire.

Troisième défi : Le manque de coordination des activités de récupération des surplus agricoles en Outaouais

Un défi mentionné à de nombreuses reprises par les participants a été celui de la coordination. Le mode de fonctionnement des organismes recevant les denrées varie d'un organisme à l'autre et n'est pas uniforme sur le territoire de l'Outaouais. Malgré le discours officiel faisant état d'un manque de denrées dans les organismes distribuant de l'aide alimentaire, certains organismes refusent parfois les dons alimentaires de denrées périssables parce qu'ils ont atteint le maximum de leur capacité d'absorption. Il n'y a pas encore de mécanisme uniforme permettant une circulation des denrées en excès d'un organisme vers les autres organismes de l'Outaouais, mais il y a plutôt un fonctionnement « fermé », organisme par organisme. La période des vacances d'été dans les organismes se

situé en plein dans la période des récoltes et les agriculteurs voulant faire un don de denrées périssables se retrouvent alors devant des portes fermées sans que des mécanismes pour diriger leurs dons (vers d'autres organismes) ne soient clairement identifiés. Le territoire étendu de l'Outaouais est peu facilitant pour que les agriculteurs aillent porter leurs dons directement chez Moisson Outaouais à Gatineau.

Quatrième défi : Le manque de concertation entre agriculteurs et organismes en ce qui concerne la récupération des surplus agricoles en Outaouais

La Journée de réflexion a permis à des organismes communautaires actifs travaillant en sécurité alimentaire de mieux comprendre la réalité vécue par les agriculteurs de la région et de mieux cerner les obstacles concrets au don de surplus agricoles par les agriculteurs. La Journée de réflexion a aussi permis aux agriculteurs présents de mieux comprendre la réalité des organismes qui récupèrent les denrées et les redistribuent aux individus et aux familles vulnérables. La création de cet espace de dialogue a été fort appréciée par l'ensemble des participants et a fait réaliser à tous que la recherche de solutions concrètes aux problèmes du gaspillage alimentaire et de la faim nécessitait davantage de ce type d'espace de dialogue pour que puissent être créés des partenariats fructueux. L'expérience de cette Journée de réflexion a aussi rendu visible le manque d'espaces de concertation avec les organismes environnementaux (eux aussi intéressés par le gaspillage alimentaire, mais dans une perspective de réduction des déchets et de protection de l'environnement) et avec les élus.

Cinquième défi : Le manque de connaissances sur le gaspillage alimentaire et la faim

Les conférences présentées en matinée ont permis aux participants de mieux connaître et comprendre les réalités de la faim et du gaspillage alimentaire au Canada et en Outaouais et aussi d'en apprendre davantage sur le type d'initiatives mise en œuvre au Canada, en Outaouais et dans le monde pour trouver des solutions novatrices à ces problématiques. La quantité d'informations nouvelles présentées aux participants a permis à tous de constater que les connaissances de chacun d'entre nous et, par extension, des citoyens de l'Outaouais en général, étaient fort limitées sur ces sujets. Le manque de connaissances a ainsi été identifié comme un des défis majeurs à relever pour trouver des solutions concrètes dans un avenir rapproché pour venir à bout du gaspillage alimentaire et de la faim dans notre région. Les participants ont parlé d'un manque de connaissance générale des citoyens ainsi que des intervenants sur le gaspillage alimentaire (l'impact sur l'environnement, les dates de péremption, les trucs anti-gaspi, etc.) et aussi sur la réalité de l'insécurité alimentaire dans notre région. Les participants ont aussi parlé d'un manque de connaissance lié à un travail « en silo » : les agriculteurs connaissent peu les organismes travaillant en sécurité alimentaire (le manque de ressources humaines et matérielles); les organismes communautaires connaissent peu la réalité des agriculteurs (les heures de travail prolongées en période estivale), etc.

Sixième défi : Le manque de volonté et d'engagement politique pour assurer la récupération des surplus agricoles et des invendus

Parmi les défis qui ont été soulevés, le moindre n'est pas celui-ci. Les agriculteurs sont généreux et donnent à la mesure de leur capacité lorsque l'environnement est favorable au don (escouade de glaneurs, flexibilité des organismes recevant les denrées). Les organismes reçoivent les dons et travaillent à les redistribuer le plus efficacement possible mais sont souvent confrontés à des obstacles structurels puisqu'ils manquent de ressources humaines et matérielles pour assurer une récupération optimale des denrées périssables. La lutte contre le gaspillage alimentaire et contre la faim est un enjeu important et d'intérêt public. Est-il légitime – et réaliste – alors de penser que la bonté des agriculteurs d'une part, et l'engagement du secteur communautaire d'autre part, peuvent, à eux seuls, s'occuper de cette question avec seulement quelques maigres ressources salariées et des ressources bénévoles? Est-ce que cet enjeu ne mérite pas au minimum un soutien public pour les agriculteurs et des ressources humaines payées pour les organismes? Les obstacles structurels identifiés peuvent être en partie résolus par une action concertée certes, mais pour ce faire, il y a nécessité d'un engagement des élus afin que les politiques publiques soutiennent davantage la lutte contre le gaspillage alimentaire et la faim.

1.2 Les pistes d'action pour accroître la récupération des surplus agricoles en Outaouais

Première piste : Créer des incitatifs au don de surplus agricoles

Revendications auprès des gouvernements (aux niveaux provincial et fédéral)

- Adoption et mise en œuvre d'une politique incitative visant à accroître les dons de surplus agricoles par les agriculteurs de l'Outaouais, incluant l'instauration de crédits d'impôt permettant de reconnaître la valeur économique et sociale des dons alimentaires faits par les agriculteurs
- Revendiquer que la question de la récupération des surplus agricoles soit intégrée dans les politiques de développement régional (et ainsi soutenue financièrement)

Actions à mener en interne par les organismes afin d'inciter davantage les dons :

- Continuer à proposer le glanage des surplus agricoles dans les fermes de la région (pérennisation de l'Escouade anti-gaspillage alimentaire). Maintenir et développer l'Escouade de glaneurs bénévoles et l'équiper de matériel et d'un camion pour le transport
- Développer des partenariats gagnant-gagnant avec des agriculteurs désirant contribuer à réduire la faim en Outaouais en leur offrant une main d'œuvre bénévole 2-3 fois par année pour appuyer leur travail de semis, de désherbage et de récolte
- Accroître la flexibilité et la fiabilité des organismes pour la réception des dons agricoles

- Créer un concept clé en main, incluant une trousse d'information pour les agriculteurs, qui viserait à faciliter les dons alimentaires des agriculteurs
- Favoriser la solidarité de proximité entre les producteurs et les organismes communautaires

Deuxième piste : Accroître la capacité (humaine et matérielle) des organismes à récupérer les surplus agricoles

Le nerf de la guerre, c'est le financement. Pour que les organismes récupérant des denrées périssables en Outaouais soient en mesure de lutter efficacement contre le gaspillage alimentaire (et la faim), il a été répété qu'il faut impérativement trouver des sources de financement à même de permettre d'équiper les organismes pour qu'ils soient mieux en mesure de récupérer, transporter, entreposer et transformer les denrées. Parmi les pistes d'action suggérées par les participants pour atteindre cet objectif, il a notamment été suggéré de rendre plus visible aux bailleurs de fonds potentiels la dimension du « retour sur l'investissement » de la récupération des denrées. Ce retour sur l'investissement peut être calculé de différentes façons, par la contribution à la santé nutritionnelle des individus et familles vulnérables par exemple, mais aussi par la contribution de la récupération de denrées autrement gaspillées à la réduction des gaz à effets de serre, à la réduction des déchets nécessitant traitement par les municipalités, etc.

En ce qui concerne l'équipement nécessaire à la récupération des fruits et légumes dans les champs des agriculteurs, les participants ont fortement recommandé de poursuivre et pérenniser les activités de glanage post-récolte faites par l'Escouade anti-gaspillage en 2014. Il a été recommandé notamment que l'Escouade anti-gaspillage soit dotée d'une ressource de transport (un camion) pour faciliter le transport des bénévoles et des denrées dans un contexte où l'on appréhende que les quantités qui pourront être récupérées dans les années à venir seront encore plus importantes que cette année. Les participants ont aussi recommandé que soit envisagée l'idée d'équiper les organismes d'une ressource commune pour le transport des bénévoles (navette) et des denrées. En ce qui concerne l'équipement nécessaire aux activités de glanage, des participants ont aussi recommandé d'explorer les possibilités d'entente avec des fermiers ou des Coopératives d'utilisation de machinerie agricole (CUMA) pour le prêt d'équipement de ferme.

En ce qui concerne les ressources humaines nécessaires au glanage des surplus agricoles, les participants ont recommandé d'élargir la banque de glaneurs bénévoles dans chaque secteur et MRC en ajoutant une dimension de réinsertion sociale dans ces activités. Il a aussi été recommandé d'insérer les activités de glanage dans le cadre des projets éducatifs et des sorties des écoles et aussi d'exploiter davantage les ressources du bénévolat statutaire des fonctionnaires et des étudiants et aussi d'établir des liens avec les entreprises privées pour recruter de nouveaux glaneurs bénévoles. Certains participants se sont aussi demandé si des incitatifs fiscaux ne devraient pas aussi être offerts aux bénévoles. Par ailleurs, et cette question est cruciale : plusieurs participants ont insisté sur le fait qu'il fallait aussi trouver du financement pour des emplois salariés au sein des organismes pour assurer la récupération des denrées périssables : « Tout ne peut pas être bénévole » a ainsi dit une participante.

Troisième piste : Accroître la coordination des activités de récupération

Assurer un leadership et une coordination régionale forte des activités de récupération des surplus agricoles a été une recommandation forte des participants des ateliers. On a ainsi recommandé de se doter d'un centre régional (centralisé) de collecte et réception des surplus agricoles pour le stockage, la transformation (et le compostage). Il a aussi été recommandé de mandater UN organisme qui assurerait le leadership de la lutte anti-gaspillage alimentaire en Outaouais. La coordination des activités de récupération des surplus agricoles serait assurée par cet organisme qui serait aussi chargé des relations avec les producteurs agricoles; une ressource humaine permanente serait dédiée au mandat clair d'assurer la coordination de la récupération des surplus agricoles en Outaouais.

Assurer une meilleure concertation entre les organismes pour qu'un même mode de fonctionnement soit assuré partout sur le territoire. Assurer une circulation interne des surplus récupérés (par le biais du camion de Moisson Outaouais lors des livraisons : arriver plein et repartir plein).

Identifier les endroits en Outaouais pouvant être utilisés pour la transformation rapide des denrées issues du don de surplus agricoles et développer des infrastructures et des ressources permettant la transformation rapide des denrées partout sur le territoire (cuisines, équipement, ressources humaines). Si des organismes « faim » ne sont pas disposés à utiliser et transformer rapidement les denrées, diversifier les organismes pouvant recevoir les surplus récupérés afin d'agir au moins sur le gaspillage alimentaire si ce n'est pas sur la faim (ajouter écoles de cuisine, etc.);

Quatrième piste : Accroître la concertation entre acteurs

Le dialogue et la concertation entre les agriculteurs et les organismes oeuvrant en sécurité alimentaire a été identifiée comme un élément clé de la stratégie à adopter pour accroître les surplus agricoles récupérés pour lutter contre la faim. Il a ainsi été recommandé d'accroître les opportunités de concertation entre ces milieux afin d'aplanir les obstacles. Pour ce faire, il a été suggéré de créer une structure de concertation permanente entre les agriculteurs et les organismes de l'Outaouais et il a été recommandé que cette structure inclue aussi des élus. Une autre option suggérée a été d'accroître les opportunités de rencontre et de sensibilisation avec les élus et les décideurs via une Table de concertation régionale sur le gaspillage alimentaire. Il a aussi été recommandé d'accroître la recherche de partenariats avec les acteurs du privé.

Cinquième piste : Accroître les connaissances sur le gaspillage alimentaire et la faim

Le manque de connaissances sur le gaspillage alimentaire, les problématiques rencontrées par les agriculteurs et les organismes oeuvrant en sécurité alimentaire a été aussi considéré comme un obstacle majeur à une mobilisation plus large pour la récupération de davantage

de denrées agricoles en Outaouais. En conséquence, les participants ont recommandé de mener une campagne de sensibilisation du public doublée d'une campagne de sensibilisation ciblant plus particulièrement les agriculteurs (avec une trousse d'information spécifiquement montée pour eux) qui viserait à accroître leur niveau de connaissance face à la problématique de la faim en Outaouais, mais aussi à les informer sur le fonctionnement de la récupération des surplus agricoles dans la région.

Il a aussi été recommandé de mieux faire connaître la TCFSO et son travail en Outaouais, notamment à l'aide d'un plan de communication. En ce qui concerne la lutte anti-gaspillage, il a été suggéré que le plan de communication envisage d'avoir recours à des personnes ressources qui seraient des experts crédibles capables d'influencer l'opinion publique.

Autres recommandations

Oser se demander si notre façon de faire est la bonne : Est-ce la résolution du problème de la faim ne devrait pas davantage se préoccuper de la question en amont : résoudre le problème AVANT que les gens aient à avoir recours à l'aide alimentaire ?

Réfléchir aux possibilités de collaboration avec des initiatives telles les marchés ambulants

Créer une ferme maraîchère inspirée de Community Harvest dédiée à la production pour les banques alimentaires. Utiliser une ferme existante pour débiter. Voir comment on peut intégrer cela dans les plans de développement de zone agricole (PDZA) – notamment avec le recours aux terres en friche.

ATELIER 2

2. RÉCUPÉRER LES INVENDUS POUR CONTRER LA FAIM. DÉFIS ET PISTES D'ACTION

Les participants des ateliers, en s'appuyant sur les réflexions suscitées par les conférences entendues en matinée, ainsi que sur leurs expériences professionnelles et personnelles ont discuté entre eux et ont d'abord relevé ce qui, dans leur perspective, constituaient les obstacles les plus importants à la récupération des invendus en Outaouais. Ils ont ensuite délibéré pour proposer des pistes de solutions pour contrer ces obstacles dans un avenir rapproché. Ce qui suit se veut une synthèse des riches débats qui ont eu cours dans ces ateliers.

2.1 Les défis

Premier défi : Méconnaissance entre les marchands et les organismes

En ce qui concerne la récupération des invendus, le premier défi qui a été identifié par les participants est celui de la méconnaissance entre les organismes qui récupèrent les denrées et les détaillants en alimentation. Une dimension primordiale de la relation est celle du lien de confiance entre les marchands et les organismes lorsque les ententes sont locales (entre un organisme et un marchand en particulier). Ce lien de confiance a été développé et est fort dans certains cas, mais reste à développer ailleurs. La méfiance des marchands quant à la destination des denrées est parfois importante en raison de cas de bris de confiance antérieurs (des gens mal intentionnés qui ont récupéré des denrées pour ensuite les revendre, par exemple). Un autre élément qui mine la confiance des marchands est la crainte de la mauvaise publicité qui pourrait résulter si des problèmes sanitaires devaient survenir suite à un don de denrées. Ici, c'est la confiance des marchands face à la capacité des organismes à utiliser les denrées en fonction des normes sanitaires qui est soulignée.

Par-delà les différences de culture entre le monde des marchands (mission de profit) et le monde communautaire (mission sociale), des préjugés et des incompréhensions entre les marchands et les organismes créent souvent de faux obstacles à la récupération des denrées.

Un autre élément soulevé par les participants est le fait que la prise de décision en ce qui concerne les dons d'invendus de certaines grandes bannières n'est pas centralement entre les mains des marchands eux-mêmes, mais réside dans des décisions prises dans des sièges sociaux éloignés.

Deuxième défi : Manque de connaissances sur le gaspillage alimentaire

Le manque de connaissances sur le gaspillage alimentaire et sur la problématique de la faim en Outaouais a pour conséquence un manque d'engagement pour le changement chez les détaillants. Ce manque de connaissances inclut une méconnaissance des organismes qui travaillent en sécurité alimentaire et aussi de la réalité vécue par les demandeurs d'aide alimentaire. Cette méconnaissance contribue à perpétuer des préjugés sur ces demandeurs et ainsi à leur stigmatisation.

Le manque de connaissance sur le gaspillage alimentaire est large. La méconnaissance de la signification des dates de péremption (versus une date limite de consommation par exemple) pousse les consommateurs, y compris les bénéficiaires de l'aide alimentaire, à gaspiller des aliments qui sont encore comestibles (les bénéficiaires de l'aide alimentaire rechignent aussi lorsqu'ils reçoivent des denrées « périmées »). Une meilleure connaissance des consommateurs sur les réglementations d'hygiène et de salubrité des aliments est nécessaire selon les participants.

Un autre élément soulevé a été celui du « culte de la perfection esthétique » des fruits et légumes. La demande des consommateurs pour des produits parfaits au plan esthétique pousse les marchands à jeter des denrées périssables par ailleurs tout à fait comestibles et à n'acheter des agriculteurs que des fruits et légumes répondant à ces critères esthétiques. Selon certains participants, ce « culte de la perfection esthétique » empêche de réduire le gaspillage en amont.

Troisième défi : Manque de coordination entre organismes sur le terrain

Plusieurs détaillants qui font don de leurs invendus le font dans le cadre d'ententes particulières avec des organismes. Les façons de faire diffèrent donc d'un marchand à l'autre et d'un organisme à l'autre. Certains marchands donnent des viandes, d'autres pas. Certains organismes viennent chercher les denrées une fois par semaine et ne viennent pas les fins de semaine, d'autres viennent une fois par jour y compris les fins de semaine. Des ententes existent entre certains marchands et des organismes pour la semaine, d'autres pour la fin de semaine seulement. Les ententes varient aussi selon les régions avec une logistique inégale sur le territoire. Malgré le discours officiel voulant que les denrées manquent dans les organismes distribuant de l'aide alimentaire, certains refusent les dons de denrées périssables à certains moments du mois (parce qu'elles ne distribuent pas dans les deux premières semaines du mois par exemple). L'étendue du territoire de l'Outaouais fait en sorte que les détaillants de MRC éloignés de Gatineau ne peuvent pas compter sur une cueillette régulière des dons de denrées par Moisson Outaouais lorsque les organismes locaux n'acceptent pas les dons.

Quatrième défi : Manque de ressources et d'infrastructures des organismes pour assurer la récupération, le transport, le stockage et la transformation des denrées

Les organismes qui récupèrent les denrées ont indiqué qu'ils manquaient de ressources humaines et matérielles pour transporter, entreposer et transformer les denrées périssables, surtout si celles-ci étaient en grande quantité.

En termes de ressources humaines, les organismes communautaires sont souvent en sous-effectifs et leurs ressources bénévoles existantes sont souvent déjà utilisées à leur maximum.

En termes d'équipement, outre Moisson Outaouais, les organismes oeuvrant en sécurité alimentaire disposent de matériel et d'équipement limité pour le transport, l'entreposage et la transformation des denrées. Le manque de moyen adéquat pour transporter des denrées réfrigérées et/ou congelées est particulièrement criant. Cette lacune est importante si les organismes veulent être en mesure de récupérer les viandes en assurant le respect de la chaîne de froid. Il a par ailleurs été mentionné que la récupération efficace de grandes quantités de denrées périssables nécessitait une capacité à transformer ces denrées rapidement. Or, la capacité de transformation rapide des denrées par les banques alimentaires et les organismes communautaires est inégale et insuffisante dans le réseau. Certains organismes n'ont pas de capacité de transformation du tout (absence de cuisine). D'autres ont une certaine capacité de transformation (cuisine), mais des ressources humaines salariées et bénévoles insuffisantes pour transformer une grande quantité de denrées ou à les transformer rapidement lorsque cela est nécessaire.

Cinquième défi : Manque de reconnaissance fiscale et sociale du don alimentaire

Le don de denrées périssable par les marchands est faiblement reconnu et soutenu par les politiques existantes, y compris les politiques fiscales. La contribution environnementale de la récupération des denrées (versus leur mise aux poubelles et, par la suite, dans les dépotoirs) est, elle aussi, peu reconnue. Il coûte souvent moins cher aux marchands de jeter leurs invendus que de les donner...

Sixième défi : Manque de volonté et d'engagement politique

Une pétition sur la récupération des invendus a été déposée en 2014 à l'Assemblée nationale par Maryse Gaudreault, puis « tablettée » suite aux élections. Ce dossier nécessite d'être réactivé à l'échelle nationale. Le changement au niveau politique dépasse la seule région de l'Outaouais : c'est d'une politique nationale qui appuie les initiatives régionale dont nous avons besoin. La recherche de solutions au problème du gaspillage alimentaire ne devrait pas être laissée uniquement aux organismes communautaires : il y a un besoin d'engagement politique de nos élus sur cette question.

2.2 Les pistes d'action pour accroître la récupération des invendus

Première piste : Créer un climat de confiance entre les marchands et les organismes

Pour trouver des solutions à même de favoriser la récupération des invendus en Outaouais, il importe de travailler à créer un climat de confiance entre les organismes récupérant les denrées et les marchands qui permettraient de rassurer ces derniers à la fois sur la destination des denrées et sur leur manipulation (hygiène et salubrité). Pour accomplir cela, les participants recommandent d'être à l'écoute des besoins des marchands et d'ainsi assurer un système de récupération des denrées qui convienne à leurs besoins et à leurs roulements de marchandises.

Afin d'être en mesure d'être « à l'écoute » des besoins des marchands, mais aussi afin que les marchands soient « à l'écoute » des besoins et des capacités des organismes, les participants recommandent de créer des opportunités de dialogue entre les marchands et le monde communautaire par le biais de la création d'une structure de concertation permanente entre les commerçants et les organismes. Une telle structure permettrait, selon les participants, d'aplanir les incompréhensions et de trouver des solutions concrètes aux problèmes structurels qui se posent sur le terrain. Les organismes et les commerçants doivent trouver des moyens de « parler le même langage ». Pour développer une concertation élargie, il a été recommandé que les organismes s'appuient en partie sur les gestionnaires du privé qui sont sur les conseils d'administration des organismes communautaires. Ces personnes peuvent, selon certains participants, agir comme personnes-ressources pour faire le pont entre les deux cultures (culture privée et culture communautaire). Il a par ailleurs été suggéré que des élus fassent partie de cette structure de concertation afin d'assurer que les problèmes structurels relevant des politiques publiques trouvent un interlocuteur politique.

Une autre recommandation des participants concerne la coordination régionale des activités de récupération des invendus : il a été recommandé d'assurer un leadership régional clair d'UN organisme qui chargé de créer un concept « clé en main » sur la récupération des invendus (inspiré du modèle de la récupération des viandes par Moisson Montréal) qui serait communiqué aux marchands et qui serait accepté par l'ensemble des organismes récupérant des denrées sur le territoire de l'Outaouais.

Les participants ont par ailleurs souligné l'importance de continuer à créer des opportunités de concertation inter-milieux (commerçants, agriculteurs, milieu communautaire, secteur public, organismes environnementaux, élus, citoyens) comme ce qu'a permis cette Journée de réflexion.

Deuxième piste : Créer des incitatifs au don de denrées périssables

Les participants ont recommandé de développer une « formule gagnant-gagnant » avec les marchands. Cette « formule gagnant-gagnant » implique une meilleure reconnaissance fiscale des dons alimentaires (sous forme de crédit d'impôts par exemple), mais aussi une meilleure reconnaissance sociale du don.

Le premier élément nécessite une action politique et donc le développement soutenu d'un engagement de la part de nos élus de l'Outaouais. Les organismes sont encouragés à « maintenir la pression » sur les élus en faisant de cette question un enjeu politique. Il a aussi été recommandé d'envisager avec les élus de faire inclure des termes comme « date limite de consommation » dans la réglementation sanitaire.

Le second élément nécessite une action concertée et soutenue de la part des organismes recevant les dons alimentaires. La reconnaissance de l'importance sociale du don alimentaire implique de donner une visibilité positive aux dons alimentaires, à l'action de donner, afin que se développe une fierté de faire partie de ceux qui donnent parmi les marchands. À terme, il pourrait ainsi être envisagé de créer un logo permettant d'identifier et de valoriser les détaillants qui font don de leurs invendus (s'ils le souhaitent).

Dans un contexte où les questions liées à l'environnement et aux changements climatiques préoccupent de plus en plus les citoyens et les élus de notre région, une meilleure reconnaissance de la contribution environnementale de la récupération d'aliments autrement gaspillés – par le biais de l'ajout d'indicateurs permettant de rendre visible cette contribution – serait aussi une piste à explorer pour donner une visibilité positive aux dons alimentaires.

Enfin, les participants ont recommandé de travailler avec les instances réglementaires (MAPAQ) afin d'assouplir certaines réglementations constituant des dés-incitatifs au don de denrées par les marchands en faisant valoir l'expertise développée par les organismes récupérant des denrées périssables.

Troisième piste : Renforcer la capacité de récupération et de transformation des organismes

Pour lutter efficacement contre le gaspillage alimentaire et la faim, il ne suffit pas de voir s'accroître la volonté de donner des marchands, encore faut-il pouvoir aller les chercher, pouvoir les transporter, être en mesure de les entreposer et aussi de les transformer rapidement si nécessaire. La lutte conjointe contre le gaspillage alimentaire et contre la faim ne peut pas faire l'économie d'un exercice visant à accroître la capacité réelle des organismes travaillant en sécurité alimentaire.

Pour accroître les ressources matérielles des organismes, il a été recommandé de chercher – et de trouver! - des entreprises prêtes à commanditer une ou des ressources de transport (camion réfrigéré et pour congelé) pour les activités de récupération des denrées périssables incluant les viandes. Il a aussi été recommandé de chercher à créer des partenariats pour le partage d'équipement et de camions réfrigérés, particulièrement en région et aussi de chercher à créer des partenariats avec des entreprises privées pour le partage des ressources (camion + entrepôt réfrigéré).

Pour accroître les ressources humaines, il a été recommandé de chercher – et de trouver! - du financement (récurrent) pour des ressources humaines salariées dédiées à la récupération et à la transformation des denrées, mais aussi de continuer à sensibiliser les élus et les bailleurs de fonds à la nécessité d'un financement récurrent pour l'appui à la mission des

organismes (une ressource humaine « dédiée » au gaspillage alimentaire dans un organisme qui peine à survivre, ce n'est pas très pérenne...). Le développement d'une banque de bénévoles motivés par la lutte contre le gaspillage alimentaire et la faim dans chaque région et secteur de l'Outaouais, à l'image des bénévoles de l'Escouade, a été recommandé par les participants. Il a aussi été recommandé de cibler les étudiants pour des activités de bénévolat.

Quatrième piste : Coordonner le système anti-gaspillage à l'échelle régionale

Sur ce sujet, les participants ont clairement recommandé qu'il y ait un leadership régional clair (UN organisme) en ce qui concerne la lutte anti-gaspillage et la récupération des denrées périssables. Les participants ont par ailleurs été fort impressionnés par le modèle de récupération des viandes présenté par Moisson Montréal et ont fortement recommandé que Moisson Outaouais adopte ce modèle pour l'Outaouais. La gestion centralisée de la collecte, ainsi que la structure centralisée pour l'entreposage des denrées et l'utilisation d'un seul modèle pour tous les organismes leur sont apparues comme des conditions gagnantes. Les participants ont par ailleurs aussi recommandé la création d'une structure centralisée pour la transformation des denrées périssables en Outaouais.

En ce qui concerne les ententes partenariales de proximité entre marchands et organismes, les participants ont recommandé que, à tous le moins, ces ententes soient structurées sur un même modèle afin de favoriser la cohérence partout sur le territoire. Les participants ont aussi recommandé de favoriser la circulation « horizontale » des denrées récupérées entre organismes de l'Outaouais par le biais de Moisson Outaouais (mettre ses surplus dans le camion de Moisson lors de la livraison pour qu'ils soient redistribués dans le réseau)

Cinquième piste : Sensibiliser et informer

Les problématiques du gaspillage alimentaire et de la faim sont méconnus, les impacts environnementaux du gaspillage sont largement méconnus, les dons alimentaires sont peu valorisés, les bénéficiaires de l'aide alimentaire sont stigmatisés... Il est grand temps de faire de ces enjeux des enjeux sociaux de premier plan. Les participants de la Journée ont recommandé premièrement de développer un plan de communication costaud sur le gaspillage alimentaire et la faim pour alimenter à la fois les médias et le grand public. Ce plan de communication viserait à développer une image de fierté de l'acte de don fait par les commerçants et pourrait notamment médiatiser les « bons coups » en ce qui concerne la récupération des denrées et les dons alimentaires en Outaouais.

Ce plan de communication devrait assez rapidement s'adjoindre d'une campagne de sensibilisation et d'information qui ciblerait certains groupes en particulier et s'inscrirait dans une stratégie de marketing social :

Il a été recommandé notamment de faire une campagne de sensibilisation dans les écoles de l'Outaouais afin de sensibiliser les jeunes par rapport aux enjeux du gaspillage alimentaire et de l'esthétique et ce, afin que la culture de la perfection change avec cette génération (et

aussi afin que les jeunes transmettent l'information à leurs parents). De façon complémentaire, il a aussi été recommandé de cibler les porte-paroles des instances jeunesse de l'Outaouais (Commission jeunesse et autres instances jeunesse locales).

Cette campagne de sensibilisation ciblant les jeunes devrait aussi être accompagnée d'une campagne de sensibilisation plus large s'inspirant, par exemple, de la campagne *Fruits et Légumes moches* en France (avec slogans et images accrocheuses).

Cette campagne de sensibilisation devrait aussi cibler les détaillants de l'Outaouais tout en incluant les bureaux chefs des grandes bannières. Il s'agirait d'une part d'expliquer et de sensibiliser au gaspillage alimentaire, mais aussi de démystifier le travail des organismes oeuvrant en sécurité alimentaire en Outaouais. Il a par ailleurs été suggéré d'envisager la possibilité de faire intégrer un énoncé de soutien dans la mission des commerçants pour les dons alimentaires.

Enfin, la campagne de sensibilisation devrait aussi cibler les organismes en sécurité alimentaire et leurs bénéficiaires. Il s'agirait alors d'accroître les connaissances des organismes, incluant leurs bénévoles et leurs bénéficiaires concernant les dates de péremption, l'organisation anti-gaspi du frigo, la préparation des restes (recettes anti-gaspi et développement d'habiletés culinaires pour les préparer), aliments moches, etc.

Pour l'ensemble des activités de sensibilisation, il s'agira de faire connaître les problématiques du gaspillage alimentaire et de la faim, mais aussi de démystifier les règlements sanitaires et notamment les termes « meilleur avant » et « date de péremption ». Il a été recommandé de travailler étroitement avec le MAPAQ et ses inspecteurs sur cette question afin que tous les acteurs fassent circuler la même information.

Autres recommandations

Faire davantage le lien avec les luttes internationales articulées autour du concept de Droit à l'alimentation

À petite échelle et via une plateforme virtuelle, favoriser le jumelage entre ceux qui ont de la nourriture à donner et ceux qui cherchent des denrées

Créer des « marchés solidaires » pour les produits déclassés dans le cadre d'ententes entre les supermarchés et les banques alimentaires

En guise de conclusion : Ébauche d'un plan d'action concerté sur la récupération des surplus agricoles et des invendus en Outaouais

Le gaspillage alimentaire préoccupe fortement les citoyens de l'Outaouais, ainsi que les acteurs du secteur privé, public et communautaire. Par-delà les positions de principe, que pouvons-nous – et que voulons-nous – faire concrètement pour contrer le gaspillage alimentaire et la faim en Outaouais? Les réflexions des participants de la Journée de réflexion nous orientent vers certaines pistes d'action prioritaires qui devront orienter nos actions dans les prochains mois et dans les prochaines années.

- Créer un environnement économique, social et politique « incitatif » pour les dons alimentaires des producteurs agricoles et des commerçants
- Donner les ressources et les moyens matériels aux organisations afin qu'elles puissent récupérer efficacement les denrées
- Assurer un leadership régional clair dans la lutte contre le gaspillage alimentaire et, par là, assurer un mode de fonctionnement similaire des organismes partout sur le territoire
- Accroître les connaissances des citoyens, des agriculteurs, des commerçants, des acteurs publics et des organismes sur la question du gaspillage alimentaire en menant une large campagne de sensibilisation sur ces enjeux
- Assurer un engagement des acteurs politiques envers la lutte anti-gaspillage qui se traduise par des mesures concrètes visant à accroître la reconnaissance fiscale du don alimentaire et à assouplir les règles afin de réduire le gaspillage à la source

Premièrement, les participants de la Journée appellent les acteurs de l'Outaouais à poursuivre la concertation entamée aujourd'hui. Deuxièmement, les participants de la Journée appellent les organismes communautaires qui travaillent en sécurité alimentaire à coordonner davantage leurs actions, à contribuer à créer un environnement incitatif pour les dons alimentaires des agriculteurs et des commerçants et aussi à identifier clairement un organisme à même d'assumer une position de leadership sur cette question en Outaouais. Troisièmement, les participants ont appelé la TCFDSO et ses membres à contribuer à l'accroissement des connaissances du grand public, des jeunes, des organismes, des agriculteurs, des commerçants, des élus, etc. sur la question du gaspillage alimentaire. Quatrièmement, les participants de la Journée appellent les acteurs du secteur public et les acteurs politiques à soutenir davantage les actions visant à réduire le gaspillage alimentaire et la faim. En termes concrets, cela signifie pour les acteurs politiques d'édicter des politiques qui permettront de mieux soutenir les organismes récupérant les denrées et aussi à mieux reconnaître et valoriser les dons alimentaires des acteurs privés, notamment par le biais de politiques fiscales. La fiscalité est un instrument de solidarité sociale. C'est par elle que nous finançons nos choix de société : les participants à cette grande Journée de réflexion sur le gaspillage alimentaire appellent maintenant les élus à prendre acte de ce qui devient (ou est en voie de devenir) un choix de société.

Annexes : Tableaux synthèse

ANNEXE 1. PRINCIPAUX OBSTACLES À LA RÉCUPÉRATION DES DENRÉES ENCORE COMESTIBLES EN OUTAOUAIS

| Obstacles à la récupération des denrées pour lutter contre la faim en Outaouais | | |
|---|---|--|
| Type d'obstacle | Acteurs concernés | Nature de l'obstacle |
| Économique | Agriculteurs Commerçants | Peu ou pas d' incitatifs (fiscaux, etc.) au don alimentaire pour les agriculteurs et les commerçants |
| Structurel | Agriculteurs Commerçants Organismes luttant contre la faim en Outaouais | Il n'y a pas – ou très peu – d' espaces de concertation entre les organismes qui récupèrent les denrées et les agriculteurs et commerçants |
| | Organismes luttant contre la faim en Outaouais | Les organismes manquent d' infrastructures , de matériel et de ressources humaines pour accroître la récupération des denrées Le système de récupération des denrées par les organismes est inégal sur le territoire de l'Outaouais. Les organismes ont chacun leur mode de fonctionnement |
| Informationnel | Citoyens | Manque de connaissances sur le gaspillage alimentaire et la faim en Outaouais |
| Politique | Élus à tous les paliers de gouvernement | Faible volonté et engagement politique en faveur de la réduction du gaspillage alimentaire |

ANNEXE 2. PISTES D'ACTION POUR LUTTER CONTRE LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE ET LA FAIM EN OUTAOUAIS

| Pistes d'action Pour lutter contre le gaspillage alimentaire et la faim en Outaouais | | |
|--|--|---|
| Orientations | Actions stratégiques | Résultats attendus |
| Créer un environnement économique, social et politique « incitatif » pour les dons alimentaires des producteurs agricoles et des commerçants | Faire campagne auprès des élus à tous les niveaux afin de favoriser un engagement des acteurs politiques envers la lutte anti-gaspillage alimentaire | <ul style="list-style-type: none"> • Reconnaissance fiscale du don alimentaire • Réglementation favorable au don alimentaire |
| Assurer aux organismes les ressources et les moyens matériels nécessaires afin qu'elles puissent récupérer efficacement les denrées pour contrer la faim | Faire des représentations auprès des bailleurs de fonds afin de pouvoir équiper les organismes et financer leurs activités de récupération | Investissements publics et privés suffisants pour permettre aux organismes de l'Outaouais de récupérer davantage de denrées |
| Développer un système concret de réduction du gaspillage alimentaire à l'échelle régionale afin d'assurer une cohérence des actions partout sur le territoire de l'Outaouais | Renforcer la concertation et la coordination des organismes luttant contre le gaspillage alimentaire et la faim et assurer un leadership dans le dossier à l'échelle régionale | Adoption et mise en œuvre d'un Plan d'action régional concerté de lutte contre le gaspillage alimentaire par les membres de la TCFDSO |
| Accroître les connaissances des citoyens, des agriculteurs, des commerçants et des acteurs publics sur la question du gaspillage alimentaire et de la faim en Outaouais | Développer des outils d'information et de sensibilisation afin de mener une campagne de sensibilisation en Outaouais | <ul style="list-style-type: none"> • Reconnaissance accrue des citoyens des dons alimentaires faits par les agriculteurs et les commerçants • Importance accrue accordée par les citoyens à la lutte contre le gaspillage alimentaire |